Un mois après la COP 27 en Egypte : Décryptage du tourisme le plus régulier et rentable au monde

Même si finalement le bilan sur le plan touristique a été bien meilleur que celui attendu à la COP 27, elle-même, on peut se réjouit que l'Afrique ait accueilli une nouvelle fois une COP sur le climat. Elle reste le continent le plus touché par le changement climatique, bien qu\\\'elle contribue à moins de 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Dans l'optique de pallier cette grande problématique de notre siècle, les experts, activistes, scientifiques, politiques se sont réunis dans le pays de Pharaon. Ils y sont rendus non pas pour visiter les pyramides et ses œuvres d'art historiques, mais pour une question urgente et vitale.

Exceptionnellement, il s\\\'est soucié de mettre à l\\\'ordre du jour les priorités des pays en développement, notamment les questions examinées par les petits États insulaires il y a plus de 30 ans et jusque-là soumises à un blocus complet par les pays développés. Il s'agit du Financement des pertes et dommages. Ce sont les effets irréversibles du changement climatique. La plupart des pays en développement n\\\'ont pas les ressources nécessaires pour reconstruire les infrastructures, indemniser et accueillir adéquatement les personnes touchées.

Cependant, il n\\\'est pas responsable de la crise climatique, car il a beaucoup moins de polluants que les pays du Nord comme l\\\'Union européenne et les États-Unis. C\\\'est donc une question de justice climatique que de demander l\\\'aide

des pays développés pour aider à reconstruire les peuples du Sud, et reconstruire des communautés dont le quotidien s\\\’est effondré dans de bonnes conditions.

Après bien des hésitations, des progrès remarquables ont été accomplis à cette grande rencontre faite parfois de tourisme. Les pays développés ont enfin reconnu la nécessité de financer les pertes et dommages. La politique de l\\\’autruche est terminée et l\\\’Union européenne a même été proactive, changeant de position depuis la COP 26.

Après d\\\’intenses négociations, notamment sur les questions d\\\’équité, les pays développés ont finalement accepté les propositions des pays en développement. Les pays doivent maintenant définir la fonction de ce fonds, décider où trouver le financement pour le compenser et s\\\’assurer qu\\\’il est distribué à ceux qui en ont le plus besoin.

Kenya : Chefs et leaders religieux engagés pour la sortie des combustibles fossiles en Afrique

À Nairobi, ils étaient des dizaines de chefs et de leaders religieux représentant différentes religions, y compris les dénominations chrétiennes hindoues, musulmans et autres à se préoccuper de l’avenir du monde dans les énergies fossiles. Un événement organisé par Greenfaith.

Ils ont appelé à un accès universel et plus rapide à

l\\\’énergie renouvelable. Ils n’ont pas manqué d’exhorter les gouvernements africains à rejeter les efforts des pays du Nord et des entreprises mondiales à introduire de nouveaux projets de carburants fossiles tels que le pipeline pétrolier brut de l\\\’Est de l\\\’Est (EACOP) sur le continent alors que le reste du monde est en train de progresser.

Le résumé de cette rencontre est à retrouver ici

Bénin: Contribution du programme Benkadi à l\’inclusion genre dans un contexte de changement climatique

*La journée internationale des femmes célébrée le 08 mars sous le thème « **l’égalité aujourd’hui pour un avenir durable** », interpelle l’ensemble des acteurs sur l’implication de toutes les couches aux efforts nationaux et internationaux de lutte contre les changements climatiques.*
En effet, les changements climatiques constituent des menaces sérieuses pour l’environnement physique et humain, de même que pour l’économie nationale, régionale et mondiale.

Parmi les zones les plus affectées, figure l’Afrique de l’Ouest (IPCC, 2014), où les secteurs clés de développement, notamment l’environnement, l’agriculture, les ressources en eau, sont considérés comme vulnérables aux changements climatiques.

Les changements climatiques et les inégalités entre les sexes sont donc liés. En milieu rural, les femmes sont contraintes de faire de longues distances pour la corvée d'eau. Cela les expose aux risques de violences sexuelles et physiques surtout dans les contextes sécuritaires délétères.

A titre illustratif, les résultats des études genre et inclusion conduites par le programme Benkadi, une initiative de la société civile ouest africaine avec l'appui financier du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, en 2021 révèle en ce qui concerne le Bénin, que les femmes occupent 60% de la main d'œuvre agricole et apportent 80% de la production alimentaire, Elles sont très actives dans tous les secteurs d'activités agricoles. Elles constituent 65,5% des actifs agricoles dont 42,2% dans le primaire, 18,1% dans le secondaire et 39,7% dans le tertiaire. Toutefois, elles sont confrontées aux pesanteurs socio-culturelles découlant du système patriarcal qui limitent leur accès aux ressources productives (terre, crédits, intrants, etc.) et tendent à les confiner dans la sphère reproductive. Elles ont un très faible niveau d'éducation/formation et sont faiblement représentées dans les instances de prise de décision au sein des Organisations Socioprofessionnelles Agricoles.
Pour la Présidente du Réseau pour l'intégration des femmes des ONGs et Associations Africaines (RIFONGA)-Section du Bénin, *« l'enjeu actuel est d'assurer l'implication effective des femmes dans les instances de prise de décisions à tous les niveaux du dialogue politique pour le renforcement de la participation citoyenne dans l'identification, l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques et stratégies publiques de développement afin d'assurer la résilience des communautés vulnérables face aux changements climatiques »* madame Léontine Konou IDOHOU.

Pour rappel, le programme BENKADI d'un coût global de 14.206.783.613 FCFA et sur une période de 5 ans (Janvier 2021-Décembre 2025) est une initiative de la société civile ouest

africaine pour améliorer l\\\’efficacité des politiques publiques en matière d\\\’adaptation au changement climatique et d\\\’atténuation de ses effets au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d\\\’Ivoire et au Mali. Le programme couvre 4 pays, 30 régions et 67 communes. Au Bénin il est porté par la Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB), au Burkina Faso par le Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales (SPONG), en Côte d’Ivoire par la Convention de la Société Civile Ivoirienne (CSCI), au Mali par le Secrétariat de Concertation des Organisations Non Gouvernementales (SECO-ONG). Le programme reçoit l’accompagnement technique et financier de Woord En Daad (WD) et du Ministère des Affaires Etrangères (MoFA) des Pays–Bas sous le leadership du Secrétariat Permanent des ONG (SPONG).

Source : communiqué de presse du Programme BENKADI

Préparatifs de la COP 27 en Egypte : les ministres de l\’Environnement et de l\’Agriculture échangent

La ministre égyptienne de l\\\’Environnement Yasmine Fouad et le ministre de l\\\’Agriculture et de l\\\’Aménagement des terres El-Sayed El-Kosayer se sont rencontrés dimanche pour discuter des préparatifs de la Conférence des Parties sur le changement climatique (COP 27), que l\\\’Égypte accueillera à Charm el-Cheikh cette année.

Au cours de la réunion, Fouad a souligné l\\\’étroite

coopération entre les ministères de l\\\’Environnement et de l\\\’Agriculture sur de nombreuses questions différentes, dont la plus importante est la question des nuages noirs, qui a obtenu des réalisations tangibles sur le terrain. La coopération entre les deux ministères a également été couronnée de succès au niveau de la sensibilisation des agriculteurs, car la paille de riz est désormais recyclée au lieu d\\\’être brûlée, et elle a créé de nombreuses opportunités d\\\’investissement pour les jeunes et ouvert un large champ de travail dans ce domaine.
En outre, Fouad a expliqué que la réunion visait à établir un cadre général d\\\’action et de préparation pour la COP 27 avec la formation d\\\’un groupe de travail des ministères de l\\\’Environnement, de l\\\’Agriculture et des Affaires étrangères.
Elle a ajouté que la réunion a couvert un certain nombre de points, à savoir discuter de la piste de négociation concernant l\\\’agriculture, identifier les initiatives mondiales liées à l\\\’agriculture proposées pour être lancées avant la conférence, en plus d\\\’identifier les organisations partenaires internationales, et préparer un ensemble d\\\’adaptations nationales projets qui ont été lancés.
Fouad a également mentionné que le ministère de l\\\’Agriculture déterminera ses priorités à partir de la réalité de la stratégie d\\\’agriculture durable de 2020 à 2040 pour identifier les projets les plus urgents, et ces priorités seront discutées dans un atelier qui comprend tous les ministères techniques pour discuter de toutes les propositions.
\\\ »Le programme de travail agricole inclura l\\\’idée d\\\’une expansion durable des zones récupérées, favorisera l\\\’autosuffisance pour les biens stratégiques et encouragera la recherche et le développement et l\\\’échange d\\\’informations et de systèmes d\\\’alerte précoce\\\ », a-t-elle déclaré.
En outre, elle a déclaré que les projets qui seront convenus dans le cadre du paquet de projets nationaux d\\\’adaptation

auront un plus grand avantage et une plus grande opportunité de financement s\\\'il s\\\'agit de projets d\\\'investissement ou de projets qui incluent une coopération avec le secteur privé, surtout si ces projets incluent des domaines d\\\'intérêt pour la plupart des pays tels que l\\\'énergie, l\\\'eau et la protection des côtes.

Partagé par Megan Valère SOSSOU

Source : https://dailynewsegypt.com/2022/01/31/environment-agriculture-ministers-discuss-cop-27-preparations/